



## L'IDEE EUROPEENNE HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN

Jean-Jacques Tur

Mardi 5 janvier 1993

Mardi 5 janvier, Jean-Jacques Tur, Professeur agrégé d'histoire nous a parlé de "l'idée européenne : hier, aujourd'hui, demain". Le compte-rendu de la conférence de Jean-Jacques Tur ne prendra pas la forme habituelle de nos rapports.

Jean-Jacques Tur nous ayant autorisés à utiliser les documents dont il nous avait remis quelques exemplaires avant sa conférence, nous les mettons à votre disposition en annexe.

Les hasards de la documentation ont mis en notre possession deux articles de la revue "Réalités" datés de 1950 et 1971. Leur actualité rend leur contenu particulièrement intéressant, nous les portons donc à votre connaissance.

Le premier "Réalités" de février 1950 rappelle l'élan qui anima certains "Européens" à cette époque. Le second, de mars 1971, avec ses légendes et ses illustrations, nous plonge dans l'actualité la plus immédiate.

Pour ne pas alourdir votre fascicule, la conférence elle-même est présentée sous forme de plan détaillé d'après l'audition directe de la cassette enregistrée lors de la réunion.

### I - Importance de la géographie -

- a) - Cap du continent Eurasiatique.
- b) - Extraordinaire découpage des côtes et du climat (rôle de la Méditerranée).
- c) - Morcellement des installations humaines (états féodaux, leurs implications familiales, persistance de micro-états).
- d) - Difficultés de l'installation des Empires.

### II - Origine de l'Europe -

- a) - Hommage à la "marraine grecque" (fille du roi phénicien enlevée par Zeus).
- b) - L'Europe confondue avec la Chrétienté (sauf l'Espagne jusqu'en 1450 environ et l'Empire Ottoman depuis la même date).
- c) - Notion classique de centre du Monde jusqu'à la fin de la première guerre mondiale : la citation de Paul Valéry en 1924 à la gloire de l'Europe "Lieu privilégié"... "Source de prodiges" ... "Ensemble de maxima".

### III - L'expansion de l'Europe -

- a) - Les "imitations" : l'Amérique du Nord, le Japon "Extrême Occident" (Marc Chadourne 1930).
- b) - Les colonisations : le reste du Monde par, tout à tour, les états européens.
- c) - Avantages : Puissance du rayonnement  
Apport des progrès techniques : navigation, géographie, armement, assainissement, agriculture.
- d) - Inconvénients : Conscience de supériorité  
Oppressions : économique, politique, intellectuelle.

### IV - Affaiblissement du poids de l'Europe géographique -

- a) - Affaiblissement démographique.
- b) - Affaiblissement économique et socio-économique.
- c) - Les divisions de l'Europe familiale.
- d) - La grande division Est-Ouest :
  - . population et urbanisation.
  - . Le cheminement de l'esprit révolutionnaire :
    - . 1789 en France
    - . 1848 en Europe centrale
    - . 1917 en Russie
  - . Industrialisation.
  - . Religion.

### V - Conséquences des deux guerres mondiales -

- a) - Le déclin général vis à vis des USA  
du Japon  
des pays colonisés.
- b) - La notion de luttes fratricides, de guerres civiles (systèmes des alliances locales avec actions compensatoires et coalitions à "géométrie variable").

### VI - L'idée européenne dans un système de paix universelle -

- a) - Les utopies type l'Abbé de Saint-Pierre au XVIIème siècle.
- b) - Les essais modestes . l'Union postale  
. le tribunal international de La Haye.
- c) - Les essais de la S.D.N. et du Traité de Versailles :
  - . Wilson, Briand, Stresseman
  - . Erreurs et insuffisances :
    - . Le démantèlement de l'Europe Centrale et du Proche-Orient.
    - . Rôle presque exclusif de la France et de l'Angleterre (absences temporaires de l'Allemagne, des USA, de l'URSS)
    - . Absence de possibilité d'intervention.
- d) - Correction partielle des défauts après la deuxième guerre mondiale (fondation, composition, rôle et limites de l'ONU).

## VII - L'Europe seule -

- a) - Hommes : Schumann, Adenauer, de Gasperi, Spaak.  
Nations : France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg.
- b) - La ronde des dates et des initiales (réalisations ou essais) :
  - . 1950 : CECA (Communauté Européenne Charbon Acier)
  - . 1954 : CED (Communauté Européenne Défense)  
puis EURATO (Europe Atomique)
  - . 1957 : CEE (Traité de Rome)  
AELE (Association Européenne de Libre Echange).
- ...
- c) - Les difficultés :
  - . L'impact des chocs pétroliers
  - . La fin des "Trente Glorieuses"
  - . Les problèmes Est-Ouest.
- d) - 1986, le premier essai réel de limitation des armements :
  - . L'overkill (le surtuage) et la mega mort (A. Kaestler), la M.A.D. (Destruction Mutuelle Assurée).
- e) - La conscience du danger planétaire :
  - . L'élection des députés européens
  - . Etude sur l'ECU (Unité de Compte Européenne)
  - . Redémarrage de l'Europe (l'Acte Unique - 1985)
  - . Le rôle du Marché Unique
  - . La date pivot du 1er janvier 1993 : Maastricht.
- f) - Nécessité de l'analyse des problèmes internes à chaque état, de leurs différences, de leurs contradictions éventuelles.

## VIII - Conclusion -

- a) - Vers une Europe politique, peut-être à deux ou trois vitesses de participation et d'intégration.
- b) - Vers une Europe géographique. Au départ le "noyau dur" de la CECA.
- c) - Extension par affinité politique, situation économique, proximité.
- d) - Extension par attrait de rayonnement.
- e) - Garder conscience de la perpétuelle évolution de l'histoire et ses imprévisibles nécessités.

\* \* \* \*

\*

# L'IDÉE EUROPÉENNE: HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN.

Extraits du cours sur la Géographie de la France  
destiné aux étudiants préparant l'agrégation  
(mise à jour novembre 1992)

*Jean-Jacques TUR*

## LES PROBLÈMES DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

### POUR OU CONTRE MAASTRICHT ? LE REFERENDUM DU 20 SEPTEMBRE 1992 ET SES ENSEIGNEMENTS : LES DIX FRANCE

Il n'est pas question ici de résumer tous les articles parus avant et après ce référendum qui restera, sans conteste, l'un des événements majeurs de l'année politique en France. Ce qui est remarquable, c'est l'intérêt soutenu qui a été porté à cette consultation électorale par les médias et par les citoyens non seulement français mais aussi des autres pays européens. La victoire, même timide et acquise de justesse (51% des suffrages exprimés), a permis que ne soit pas interrompu le processus de la construction européenne. Le score important réalisé par le "non" (alors que les premiers sondages, au printemps, ne lui laissaient espérer guère plus d'un tiers des voix) a permis à certaines critiques et à certaines réticences de s'exprimer, sans qu'il soit besoin - comme c'est hélas trop souvent le cas! - de descendre manifester dans la rue. L'ordre républicain, n'est-ce pas avant tout la loi de la majorité tempérée par le respect des minorités ?

Dans un excellent article paru dans "*Le Monde*" le 25 septembre 1992, Olivier Duhrmel et Gérard Grunberg ont présenté une série de réflexions pertinentes qu'il nous semble indispensable de vous résumer.

Tout d'abord, il convient de constater que l'analyse détaillée des résultats du référendum prouve que celui-ci n'a pas opposé deux France mais dix France. Plus précisément, "*le cocktail des "oui" et celui des "non" ne résultent pas d'un mélange aléatoire : chacun procède d'un choix précis*". Cinq "France du oui" se sont opposées à cinq "France du non". Bien évidemment, quelques cas particuliers peuvent fournir des contre-exemples, ou plus exactement des exceptions qui confirment la règle.

Il y a d'abord deux France sociologiques : la France dotée face à la France démunie. Les cadres supérieurs ont, par exemple, voté "oui" à 80%, tandis que 63% des agriculteurs ont voté "non". Certes, puisque 61% des ouvriers ont voté "non", cela signifie que près de 4 sur 10 ont voté "oui". Mais l'immense majorité des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ont voté "oui" tandis que le "non" domine nettement chez les non-bacheliers. Cette coupure socioculturelle, si elle devait être réitérée lors de consultations ultérieures, confirmerait ce qu'il est convenu d'appeler "le déficit démocratique".

Il y a ensuite deux France politiques : la France des centres face à la France des extrêmes. "Le centre gauche, le centre droit et le centre vert se sont retrouvés du côté du "oui". La gauche dure, jadis jacobine, naguère marxiste, toujours populiste, a dit "non" avec la droite dure, jadis légitimiste, naguère bonapartiste, toujours populiste". La fameuse dichotomie "gauche-droite", qui fonde le discours de la plupart de nos hommes politiques depuis des décennies, semble donc enfin dépassée.

Mais il y a aussi deux France idéologiques : la France progressiste face à la France répressive. Un sondage SOFRES pour le Nouvel Observateur en date des 16 et 17 septembre 1992 est très éclairant à ce sujet :

	Intentions de vote	
	OUI	NON
Jugent les hommes politiques corrompus	39%	62%
Son. partisans de la peine de mort	49%	75%
Les mœurs en France sont trop libres	39%	57%
Il faut exclure de la salle de classe les jeunes filles portant le foulard islamique	41%	57%

Avant-dernier clivage : la France urbaine face à la France rurale. Dans tous les départements, le score du "oui" est égal ou plus élevé au chef-lieu (parfois de plus de dix points). "Deux exceptions seulement : Saint-Denis et Nanterre, communisme oblige!" Le "non" et le "oui", ce sont aussi les campagnes contre les villes, les banlieues déshéritées contre les communes bourgeoises, les inquiets contre les confiants."

Mais la socio-démographie n'explique pas tout. L'histoire a aussi joué son rôle : la France socialo-chrétienne se retrouve face à la France nationalo-laïque. Deux familles politiques différentes et souvent concurrentes - la "social-démocratie" et la "démocratie chrétienne" (autrefois MRP, aujourd'hui CDS) - se sont retrouvées dans l'instant référendaire. Six régions ont nettement choisi le "oui" : Alsace (66%), Bretagne (60%), Ile-de-France, Lorraine, Rhône-Alpes, Pays de la Loire (54% chacune). Huit autres ont nettement choisi le "non" : Corse (57%), Picardie, Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre, Languedoc-Roussillon, Limousin.

Le rôle des leaders nationaux bien implantés localement n'a que rarement joué un rôle décisif : certes, le "non" l'a emporté dans les Vosges (Philippe Séguin est député-maire d'Epinal) et en Vendée (dont Philippe de Villiers est député), mais aussi en Limousin malgré Jacques Chirac ou dans le Nord-Pas-de-Calais malgré Michel Delebarre. Inversement, le "oui" a triomphé dans les Hauts-de-Seine dont Charles Pasqua est pourtant président du Conseil général.

"Ainsi l'Europe a-t-elle provoqué un référendum régional : chaque pays a voté selon son histoire politique, son développement économique, ses traditions religieuses, les efforts qui y ont ou n'y ont pas été faits, le tout produisant une perception propre de la construction européenne... Chaque Français a choisi, un jour précis, un certain rapport entre la France et l'Europe. Chacun selon sa situation et sa conception du monde."

## L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE (U.E.M.) : SES ETAPES, SES AVANTAGES, SES DANGERS.

Le traité de Maastricht a été négocié lors du "sommet" des chefs d'Etat et de gouvernements qui s'est déroulé dans cette ville du Limbourg néerlandais en décembre 1991. Il a été signé le 7 février 1992. Il est en cours de ratification : six pays sur douze, dont la France et l'Italie, se sont d'ores et déjà engagés à l'appliquer. La Communauté Economique Européenne, fondée en 1957 par le traité de Rome, devrait donc se transformer progressivement en Communauté Européenne puis en Union Européenne. Ces trois expressions, bien que voisines, ne sont pas

pour autant synonymes. Le passage de la Communauté à l'Union implique des **délégations de souveraineté**, en fonction du "**principe de subsidiarité**" qui prévoit que les États garderont la plus large indépendance possible mais qu'ils transmettront leurs pouvoirs de décision à une autorité supranationale chaque fois que le règlement d'un problème paraîtra plus facile au niveau européen qu'au niveau national.

Parmi les objectifs fixés par le traité de Maastricht figure la mise en place d'une **Union Economique et Monétaire : l'U.E.M.** Celle-ci n'est pas une idée neuve. Déjà, au début des années 1970, lorsque le système monétaire international créé à Bretton Woods en 1944 commençait à donner des signes de faiblesse, on avait mis en place le "*serpent monétaire*", remplacé, à partir de 1979 par le **Système Monétaire Européen (S.M.E.)**. A cette occasion avait été créé l'ECU (= European Currency Unit, c'est-à-dire unité de compte européenne), qui est désormais destiné à devenir la **monnaie unique** de la Communauté, selon des étapes et des modalités qui seront exposées plus loin.

Une remarque préliminaire s'impose, d'autant plus que bien des opposants à la ratification du traité de Maastricht y ont fait allusion au cours de la campagne référendaire en France. **Pourquoi ne pas avoir envisagé d'abord une monnaie commune avant de passer à la monnaie unique ?** Autrement dit, pourquoi ne pas avoir, pendant un certain temps, utilisé l'ECU comme moyen de paiement concurremment avec la monnaie nationale dans chaque pays membre de la CEE (avec le franc en France, avec le mark en Allemagne, avec la lire en Italie...), avant d'envisager la disparition de ces monnaies nationales et leur remplacement par l'ECU ? La question mérite d'être posée. Elle l'a d'ailleurs été pendant deux ou trois décennies, mais dans des cercles restreints de financiers et d'économistes : la plupart des hommes politiques jugeaient que l'heure n'était pas encore venue. Et puis brusquement, l'accélération du cours de l'histoire depuis trois ou quatre ans a incité nos dirigeants à faire un grand pas en avant, à "**mettre les bouchées doubles**", et à proposer la monnaie unique en brûlant l'étape de la monnaie commune. On pourrait leur reprocher si cette décision avait été prise à la légère, de façon un peu précipitée, dans les premiers temps de la construction européenne. Mais celle-ci fonctionne depuis plus de quarante ans (si l'on se réfère à la création de la CECA en 1951). Et les "*pères de l'Europe*" envisageaient avec un bel optimisme des progrès beaucoup plus rapides. Jean Monnet ne s'est-il pas battu jusqu'à la fin de sa vie pour "*les Etats-Unis d'Europe*" ? Qui envisagerait aujourd'hui les Etats-Unis d'Amérique avec un dollar new-yorkais, un dollar californien, un dollar texan... ? Certes, pourra-t-on objecter, les Américains vivent dans un pays relativement neuf, indépendant depuis à peine plus de deux cents ans. Tandis que nos vieilles nations européennes, si souvent déchirées par des guerres fratricides, ne sont peut-être pas encore mûres pour coordonner et, quand cela est possible, fusionner leurs politiques dans des domaines aussi différents que la monnaie, l'économie, la diplomatie, la défense,...

Mais la question ne se pose plus uniquement en termes de volonté et d'enthousiasme : elle se pose aussi, et de plus en plus, en termes d'intérêt, voire même de survie. Veut-on que chacun de nos pays européens, chargé de siècles et d'histoire, disparaisse du "**concert des nations**" et voie son influence s'amenuiser au profit d'Etats plus puissants parce que plus peuplés et, pour certains, plus avancés technologiquement ?

Pour en revenir à la question posée plus haut - pourquoi pas "**monnaie commune**" avant "**monnaie unique**" ? -, une image me semble pouvoir éclairer ce débat. Lorsque deux amoureux ont décidé de vivre ensemble, ils peuvent certes cohabiter et ne prendre aucun engagement officiel l'un envers l'autre. Mais lorsqu'ils envisagent de se marier, ils ont deux solutions : ou bien d'abord se fiancer puis, quelques mois plus tard, passer devant M.le maire et M.le curé; ou bien convoler en justes noces en "**faisant l'économie**" des fiançailles officielles. Dans ce dernier cas, imaginerait-on que des futurs époux, ayant invité famille et amis pour leurs noces, leur disent, arrivés sur le perron de la mairie ou sur les marches de l'autel : "*Eh bien non, réflexion faite, aujourd'hui, nous allons nous contenter de nous fiancer. Vous reviendrez plus tard pour le mariage !*" ?...

Ainsi donc, la décision étant prise de faire de l'ECU la monnaie unique de la Communauté Européenne, à partir de 1997 au plus tôt (ce qui nous laisse encore au moins quatre ans de réflexion pour se préparer), il n'est plus temps de reculer. Il faut désormais se poser les vraies questions : quels avantages nous apportera cette monnaie unique, et quels risques pourrait-elle faire courir aux ménages, aux entreprises et aux États qui acceptent de se considérer désormais comme des "**concitoyens européens**" ?

## En bref, les étapes de l'U.E.M.

- 1993 :** - 1er janvier : entrée en vigueur du *grand marché unique européen*;  
- naissance de l'*Union Européenne*;  
- gel de la composition de l'ECU.
- 1994 :** - création de l'*Institut Monétaire Européen (I.M.E.)*;  
- mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune (*P.E.S.C.E.*), via l'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.).
- 1997 :** - le 1er janvier, passage à la **monnaie unique** si 7 Etats au moins remplissent les critères de convergence: création de la *B.C.E. (Banque Centrale Européenne)* qui sera le seul organisme habilité à émettre de la monnaie (ou à donner l'autorisation d'émettre) : à sa tête, un directoire de six membres (dont un président et un vice-président) nommés par les gouvernements pour huit ans (le directoire décide à la majorité simple).
- 1999 :** - le 1er janvier, passage à la **monnaie unique** avec les Etats qui remplissent les critères de convergence, quel que soit leur nombre.

\*  
\* \*

Rappel : les douze pays de la Communauté Européenne et leurs capitales.

1957

République Fédérale d'ALLEMAGNE (Bonn)  
BELGIQUE (Bruxelles)  
FRANCE (Paris)  
ITALIE (Rome)  
Grand-duché du LUXEMBOURG (Luxembourg)  
PAYS-BAS (Amsterdam)

1973

DANEMARK (Copenhague)  
EIRE ou IRLANDE (Dublin)  
ROYAUME-UNI (Londres)

1981

GRÈCE (Athènes)

1986

ESPAGNE (Madrid)  
PORTUGAL (Lisbonne)

1990

Réunification de l'ALLEMAGNE (R.F.A.-R.D.A.)  
dont BERLIN redevient la capitale en 1991

NOM et prénoms: CORRIGÉ ... Classe: 1<sup>ère</sup> et Terminale

L'EUROPE EN MOUVEMENT

Complétez cette légende








Carte à compléter

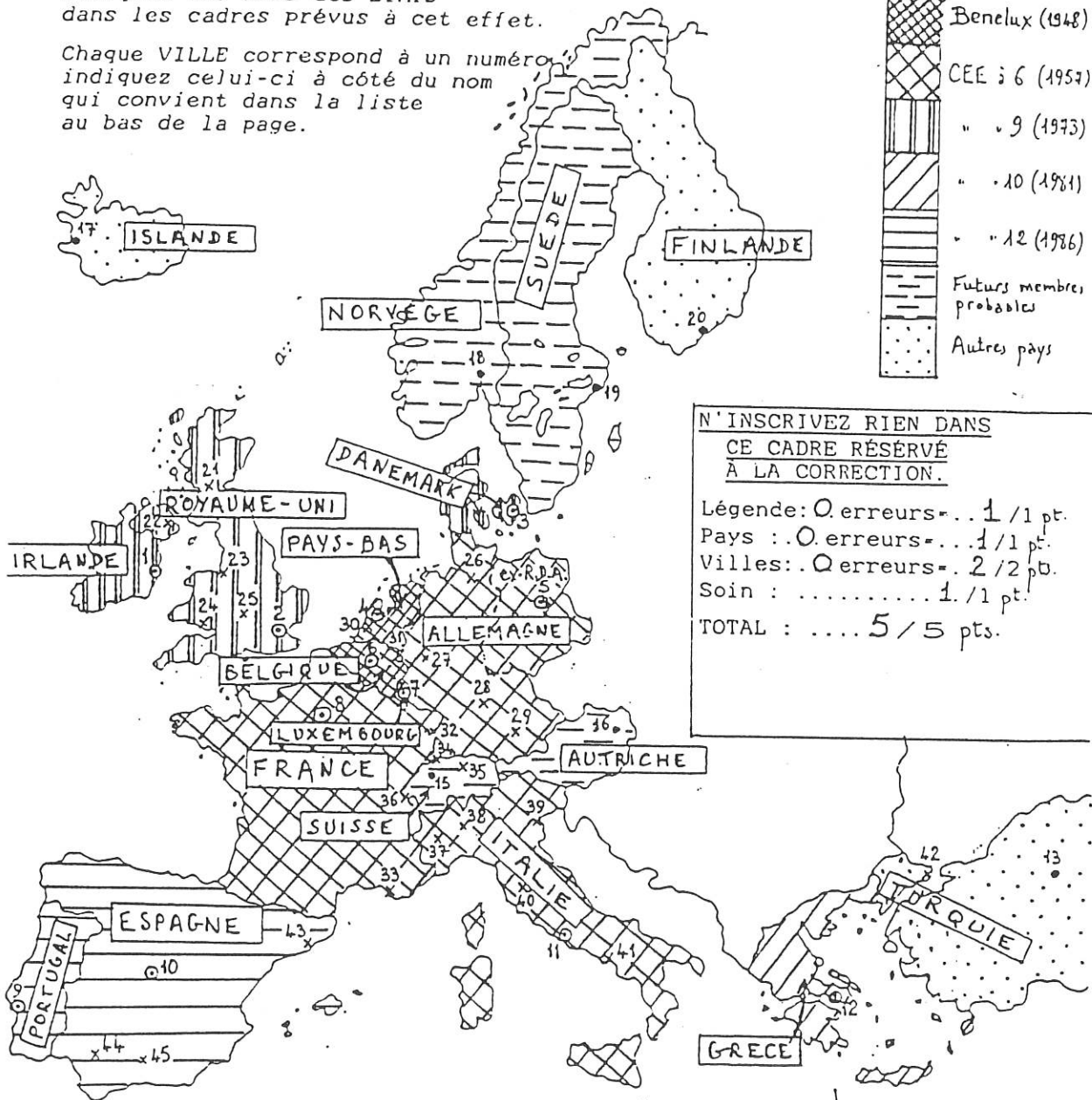
par les graphismes adéquats

Indiquez les noms des ETATS dans les cadres prévus à cet effet.

Chaque VILLE correspond à un numéro, indiquez celui-ci à côté du nom qui convient dans la liste au bas de la page.

Legend with patterns:

-  Benelux (1948)
-  CEE à 6 (1957)
-  " 9 (1973)
-  " 10 (1981)
-  " 12 (1986)
-  Futurs membres probables
-  Autres pays



N'INSCRIVEZ RIEN DANS CE CADRE RÉSERVÉ À LA CORRECTION.

Légende: O erreurs = ... 1 / 1 pt.  
 Pays : O erreurs = ... 1 / 1 pt.  
 Villes : O erreurs = ... 2 / 2 pt.  
 Soin : ..... 1. / 1 pt.  
 TOTAL : .... 5 / 5 pts.

Liste des VILLES:

- Capitales (O ou •): .8. PARIS / .2. LONDRES / .5. BERLIN / .11. ROME /  
 .7. LUXEMBOURG / .4. AMSTERDAM / .3. COPENHAGUE / .6. BRUXELLES /  
 .12. ATHÈNES / .1. DUBLIN / .10. MADRID / .9. LISBONNE / .18. OSLO /  
 .15. BERNE / .19. STOCKHOLM / .16. VIENNE / .13. ANKARA / .14. LA VALLETTE /  
 .20. HELSINKI / .17. REYKJAVIK. Autres villes (x): .42. ISTANBUL /  
 .32. STRASBOURG / .31. MAASTRICHT / .29. MUNICH / .38. MILAN / .34. BÂLE /  
 .44. SEVILLE / .41. NAPLES / .26. HAMBOURG / .36. GENÈVE / .30. LA HAYE /  
 .23. LIVERPOOL / .27. BONN / .43. BARCELONE / .24. CARDIFF / .21. GLASGOW /  
 .28. NUREMBERG / .37. TURIN / .35. ZURICH / .22. BELFAST / .39. VENISE /  
 .25. OXFORD / .45. GRENADE / .33. MARSEILLE / .40. FLORENCE.



---

# POURQUOI

---

**N**OUS autres Français nous aimons bien la France. Du moins peut-on le supposer. Car sans cela nous serions déjà partis pour des paradis lointains comme Bali, où l'on peut vivre dans la douceur pour 1.500 francs par mois, ou pour les États-Unis, où pour chaque famille il y a un réfrigérateur, une automobile et deux postes de radio; ou vers ces pays de l'Amérique du Sud où l'on peut encore tenter la grande aventure, devenir roi d'Inquitos ou de la noix bolivienne.

Nous ne sommes pas partis. Nous aimons notre village, notre climat, nos paysages, nous tenons à notre sens de la mesure, à nos traditions. Mais enfin beaucoup d'entre nous savent bien que tout ne va pas pour le mieux dans notre pays et que nous avons beaucoup de mal à maintenir tout juste le niveau de vie de nos pères; nous savons aussi que si les Américains supprimaient les crédits du plan Marshall il faudrait nous restreindre encore, et que s'il n'y avait pas le potentiel militaire des pays d'outre-Atlantique des armées étrangères pourraient occuper notre sol, cette fois définitivement.

**E**t alors certains d'entre nous se posent la vraie question. la seule question. *Pourquoi nous, Français, qui avons derrière nous un passé plus qu'honorable, qui avons conscience d'être encore au moins aussi travailleurs que n'importe qui d'autre, pourquoi nous résignerions-nous à ce sort peu enviable? Pourquoi accepterions-nous d'être dans le monde des citoyens de seconde zone? Au nom de quoi renoncerions-nous à acquérir les biens matériels qui sont à notre portée et que nous désirons tous,*

*sans perdre pour autant les biens spirituels dont nous sommes à juste titre si fiers?*

Certains se consolent en disant qu'il est vrai que l'ouvrier américain gagne cinq fois plus que l'ouvrier français; qu'il est vrai que les demeures américaines sont plus confortables que les nôtres et qu'un plus grand nombre d'Américains possèdent leur propre maison. qu'il est bien vrai que les Américains connaissent la prospérité tandis que nous croupons dans le marasme, mais qu'enfin la vie ce n'est pas cela et qu'il est bon de savoir que nous avons, nous, des choses que n'ont pas les Américains, tels que les trésors du Louvre, la qualité française, le goût de la bonne cuisine ou les courses cyclistes. Mais la plupart des Français qui ont encore leur bon sens pensent que l'un n'exclut pas l'autre, et qu'il serait bien agréable, sans rien abandonner de notre héritage, de participer un peu plus au flot de biens de consommation courante que la technique déverse sur une partie du monde.

Si l'on nous démontrait que la chose est impossible, qu'il y a des nations riches et des nations pauvres et que nous sommes décidément parmi les dernières, nous ne nous inclinerions pas encore; nous chercherions désespérément à nous tirer de notre médiocrité. Mais ce n'est pas le cas. Nous savons que si, avec quelques-uns des pays nos voisins qui se trouvent dans une situation comparable à la nôtre, nous mettions en commun ce que nous avons, nous pourrions produire davantage et à meilleur compte parce que la fabrication en grande série pourrait s'instaurer sur un marché unique beaucoup plus vaste sans qu'inter-

# L'EUROPE

viennent à chaque pas des contingents, des droits de douane, des licences d'exportation ; et nous savons que nous pourrions vivre en sécurité pour la bonne raison que l'union fait la force.

On nous dit qu'on n'a jamais vu d'exemple d'union qui se réalise s'il n'y a pas de péril extérieur qui l'impose ou de maître intérieur qui la décrète. Eh bien, nous serons donc la première union qui se fera parce que les hommes des pays qui la composent ont voulu être des hommes comme les autres, avoir droit aux mêmes bénéfices d'une civilisation commune que les plus privilégiés d'entre eux. Ce sera, si l'on veut, une révolution.

On nous dit aussi que les résultats escomptés ne seront pas atteints parce que cette rationalisation dont nous attendons tant signifierait la disparition d'une multitude d'entreprises devenues parasitaires et qu'il en résulterait du chômage, des faillites et de la misère. A quoi nous répondons que les habitants de Tignes croyaient avoir raison de s'opposer à la construction d'un barrage dont le lac artificiel noierait leur village, mais que l'Histoire leur donnera pourtant tort, car en définitive c'est l'ensemble de la communauté à laquelle ils appartiennent eux-mêmes qui bénéficie de l'installation du barrage, et cette communauté, d'ailleurs, les indemnise individuellement pour les dommages qu'ils subissent.

C'est cela l'Europe. L'Europe c'est le refus des Français de n'être pas aussi prospères que les Américains quand ils

voient qu'en se groupant avec les Belges, les Hollandais, les Anglais, les Allemands, les Italiens, les Autrichiens, les Luxembourgeois, les Scandinaves et tous les autres qui pensent comme eux, ils peuvent constituer un groupe aussi fort que la Russie soviétique, aussi dense, aussi riche que les États-Unis d'Amérique.

**M**ais alors pourquoi ne la fait-on pas, cette Europe ?

C'est peut-être parce que ses avantages ne sont pas aussi évidents que nous venons de les présenter ; c'est peut-être parce que ses inconvénients sont plus graves que nous ne l'avons dit ; c'est peut-être aussi parce que ses hommes d'État ne sont pas aussi compétents, ni aussi audacieux, ni aussi clairvoyants qu'ils le croient. A *Réalités*, nous sommes très prudents ; nous ne pensons pas qu'une question aussi vitale puisse être définitivement réglée par quelques phrases faciles dans un éditorial. Aussi nous sommes-nous assigné pour tâche d'éclaircir cette notion d'Europe jusqu'à ce que l'on y voie parfaitement clair ; nous voulons déterminer de façon indéniable s'il faut, oui ou non, faire l'Europe ; et s'il faut la faire, nous voulons déterminer pourquoi on ne la fait pas mieux ni plus vite, nous voulons déterminer comment il faut s'y prendre pour la faire. C'est un programme ambitieux ; nous nous donnons quatre mois pour le mener à bien et nous y consacrerons notre numéro de juin. **Réalités**

### ANNEXE 3

"Expansion : aller trop vite, c'est créer de la souffrance humaine"

#### « NOUS SERONS BIENTÔT DES CHÔMEURS DIPLÔMÉS »

Ces étudiants travaillent en sachant que leur bagage universitaire ne sera pas conforme aux besoins de l'économie. En dépit des réformes, l'Université évolue trop lentement et le fossé s'agrandit entre la formation qu'elle est capable de donner et les exigences des entreprises.

#### « NOUS USONS NOTRE SANTÉ »

Ces usagers des transports en commun refusent d'être négligés plus longtemps. Ils sont prêts à se réunir pour manifester publiquement leur mécontentement. En fait, tous les investissements collectifs (transports, hôpitaux, P.T.T., logement, etc.) sont amputés de 13 à 20 % par l'inflation qui affecte ainsi toute modernisation.

#### « NOUS N'AVONS PLUS CONFIANCE »

Ces cadres ont découvert avec angoisse la fragilité de leur situation dans l'entreprise. Ils se savent à la merci des licenciements que la débauche des fusions et de concentrations a multipliés dans les états-majors de maintes sociétés industrielles.

#### « ON VEUT NOUS ARRACHER A LA TERRE »

Ces agriculteurs ont le sentiment de marcher sur un sol qui s'effondre sous leurs pas. Ils subissent tant de difficultés que, d'eux-mêmes, ils en viennent à abandonner l'agriculture et à rejoindre l'industrie. Celle-ci a besoin de leurs bras pour atteindre le rythme de croissance nécessaire.



#### « PERSONNE NE VEUT DE NOUS »

A peine sortis de l'adolescence, ces jeunes chômeurs découvrent en même temps le monde du travail et leur inadaptation professionnelle. Ils ne possèdent pas les qualifications suffisantes pour participer pleinement à la marche forcée à laquelle sont conviées les entreprises dans une économie en expansion rapide.

#### « ON VEUT NOTRE PEAU »

Animés par l'énergie du désespoir, ces commerçants ont découvert la solidarité. Cernés par les nouvelles formes de distribution commerciale, qui étendent de plus en plus vite leurs tentacules dévorants, ils se sentent traqués, ils se savent condamnés. Pour eux, recourir à la violence, c'est refuser de mourir.

#### « ON A TRACÉ UNE CROIX SUR NOTRE EXISTENCE »

Ces personnes âgées sont les oubliées de l'expansion. Ne disposant déjà que de maigres revenus, elles en voient encore une partie s'effriter sous les coups de l'inflation qu'a engendrée l'augmentation du taux de croissance de l'économie. D'où leur impression de ne compter pour rien.